



# Mesure des différentes dimensions de la sécurité alimentaire

Dans la section précédente, nous avons examiné la sécurité alimentaire sous l'angle de l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation, qui est une mesure de l'insuffisance de l'apport énergétique alimentaire. Seul, cet indicateur ne peut pas saisir la complexité et la nature multidimensionnelle de la sécurité

FIGURE 7

Ensemble d'indicateurs de la sécurité alimentaire

INDICATEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	DIMENSION	
Adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes Valeur moyenne de la production alimentaire Part des disponibilités énergétiques alimentaires provenant des céréales, racines et tubercules Disponibilités protéiques moyennes Disponibilités protéiques moyennes d'origine animale	DISPONIBILITÉS	DÉTERMINANTS STATIQUES ET DYNAMIQUES
Pourcentage des routes revêtues sur l'ensemble du réseau Densité du réseau routier Densité du réseau ferroviaire	ACCÈS MATÉRIEL	
Indice national des prix des produits alimentaires	ACCÈS ÉCONOMIQUE	
Accès à des sources d'eau améliorées Accès à des installations d'assainissement améliorées	UTILISATION	
Taux de dépendance à l'égard des importations céréalières Pourcentage des terres arables équipées pour l'irrigation Valeur des importations alimentaires par rapport aux exportations totales de marchandises	VULNÉRABILITÉ	
Stabilité politique et absence de violence/terrorisme Instabilité des prix intérieurs des produits alimentaires Variabilité de la production alimentaire par habitant Variabilité des disponibilités alimentaires par habitant	CHOC	
Prévalence de la sous-alimentation Part des dépenses alimentaires chez les populations pauvres Ampleur du déficit alimentaire Prévalence de l'insuffisance alimentaire	ACCÈS	RÉSULTATS
Pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés Pourcentage des enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance Pourcentage des enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale Pourcentage des adultes présentant une insuffisance pondérale Prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes Prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans Prévalence de la carence en vitamine A (à venir) Prévalence de la carence en iode (à venir)	UTILISATION	

Note: Les valeurs de ces indicateurs peuvent être consultées sur le site web de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* ([www.fao.org/publications/sofi/fr/](http://www.fao.org/publications/sofi/fr/)).  
Source: FAO.

alimentaire, telle que celle-ci est définie dans la Déclaration du Sommet mondial de 2009 sur la sécurité alimentaire: *On parle de sécurité alimentaire lorsque tous les individus ont à tout moment un accès matériel, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active*<sup>2</sup>.

Partant de cette définition, il est possible de dégager les quatre dimensions de la sécurité alimentaire suivantes: les disponibilités alimentaires; l'accès économique et matériel à la nourriture; l'utilisation des aliments; et la stabilité

(vulnérabilité et chocs) dans le temps. Chaque dimension est décrite par des indicateurs spécifiques. La figure 7 récapitule l'ensemble des indicateurs et précise à quelle dimension chacun d'eux se rattache.

La mesure de la complexité de la sécurité alimentaire s'inscrit dans un débat plus large qui a lieu actuellement dans le cadre de la préparation du programme de développement pour l'après-2015. Les défis plus vastes que cette mesure soulève, ainsi que les processus en cours et les nouvelles propositions de suivi de la sécurité alimentaire sont résumés dans l'encadré 1.

### ENCADRÉ 1

#### Cadre de suivi du programme de développement pour l'après-2015

##### Au-delà des OMD

Un nouveau programme mondial de développement pour l'après-2015 est actuellement en cours d'élaboration. L'une des principales instances internationales conduisant ce processus est le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, créé par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 22 janvier 2013. Ce groupe, qui compte 30 membres, présentera une proposition à l'Assemblée générale pour examen en septembre 2014. Dans l'intervalle, le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015, nommé en juillet 2012 par le Secrétaire général des Nations Unies, a rendu son rapport sur le programme de développement pour l'après-2015 le 30 mai 2013<sup>1</sup>. Le système des Nations Unies a contribué à la définition de ce programme par l'intermédiaire de l'équipe spéciale mise sur pied à cet effet.

L'un des enseignements qui se dégagent du débat actuel sur le programme de développement est qu'il faut améliorer le suivi. Pour être efficace, le suivi nécessite de conjuguer plusieurs approches et d'être en mesure de faire un point régulier sur les indicateurs considérés. Le nouveau système de suivi devrait allier la surveillance du développement humain (mesures « axées sur les personnes ») à la surveillance des ressources, de leur utilisation et des tensions correspondantes (indicateurs « axés sur la planète »). Un lien entre ces deux ensembles de mesures devrait être intégré dans la conception du nouveau système de suivi dès le départ. Les données peuvent être recueillies au moyen d'une combinaison d'enquêtes approfondies régulières et d'enquêtes moins poussées, mais plus souples et fréquentes, dans le cadre desquelles les personnes

interrogées rendent compte elles-mêmes de leur expérience.

Les trois organismes ayant leur siège à Rome (FAO, FIDA et PAM) sont bien placés pour contribuer à la réalisation du programme de développement pour l'après-2015. Leurs programmes de travail respectifs s'inspirent largement du Défi Faim zéro proposé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui, comme le souligne le récent rapport du Groupe de haut niveau (p. 34), cherche à atteindre cinq cibles:

- *éradiquer la faim dans le monde et protéger le droit de toute personne à avoir accès à des aliments sains, nutritifs, en quantité suffisante et à des prix abordables;*
- *réduire les retards de croissance de x %, l'émaciation de y % et l'anémie de z % chez les enfants de moins de cinq ans;*
- *augmenter la productivité agricole de x %, en mettant l'accent sur l'augmentation durable des rendements des petits exploitants et l'accès à l'irrigation;*
- *mettre en œuvre des pratiques agricoles et de pêche en mer ou en eau douce durables, et reconstituer tous les stocks halieutiques désignés à des niveaux viables;*
- *réduire de x % les pertes après récolte et le gaspillage alimentaire.*

Le Groupe de haut niveau a mis l'accent sur la durabilité, considérée comme le fondement indispensable des actions visant à bâtir une prospérité stable pour les jeunes. Il a également appelé de ses vœux une « révolution en matière de données » pour le développement durable, notant les possibilités qu'offrent l'ouverture et la mise à disposition des données dans la perspective d'un développement pérenne ainsi que la nécessité d'utiliser des sources de données non traditionnelles (*crowdsourcing*, par exemple). Le rapport souligne en outre le caractère

## ENCADRÉ 1 (suite)

indispensable d'une décomposition des données par sexe, lieu géographique, revenu, appartenance ethnique, handicap et d'autres critères.

### Multiplication des exigences qui s'imposent au système statistique mondial

La nécessité d'améliorer le suivi pose d'énormes défis au système statistique mondial. Les sources de données et les instruments d'enquête employés actuellement pour le suivi mondial et national ne peuvent pas fournir de renseignements en temps réel ni d'informations décomposées de manière fine. Les capacités dont disposent de nombreux pays en développement pour suivre plusieurs des indicateurs associés aux OMD demeurent modestes et dépendent souvent de l'appui ou d'initiatives d'organisations internationales. Le programme de développement pour l'après-2015 imposera de nombreuses exigences supplémentaires aux systèmes statistiques des pays en développement.

### Projet *Voices of the Hungry* de la FAO

Dans son rapport, le Groupe de haut niveau recommande un objectif de développement durable visant spécifiquement l'alimentation et la nutrition, décliné en cinq cibles. La première cible appelle à l'éradication de la faim. Le projet *Voices of the Hungry* de la FAO offrira dans ce domaine un outil de suivi innovant.

Ce projet vise à établir une nouvelle norme mondiale pour mesurer l'insécurité alimentaire au moyen d'une

échelle des expériences de l'insécurité alimentaire. La méthode repose sur huit questions qui doivent permettre de situer les personnes interrogées sur une échelle comportant trois niveaux d'insécurité alimentaire (légère, modérée ou grave). Le projet renforcera les moyens dont dispose la FAO pour surveiller la sécurité alimentaire dans le monde, en procurant tous les ans des données globales collectées dans le cadre du sondage mondial de Gallup. Les informations sont recueillies au niveau individuel, ce qui permet de dégager des différences en matière d'accès à la nourriture en fonction du sexe et d'autres caractéristiques à observer. La FAO a déjà commencé à collaborer étroitement avec quatre pays participant au partenariat « Nouvelles approches unifiées pour mettre un terme à la faim en Afrique » : l'Angola, l'Éthiopie, le Malawi et le Niger.

À travers le projet *Voices of the Hungry*, la FAO définira des données de référence par rapport auxquelles mesurer les progrès accomplis dans la réduction de l'insécurité alimentaire dans tous les pays d'ici à 2015.

<sup>1</sup> Nations Unies. 2013. *Pour un nouveau partenariat mondial: Vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable. Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015*. New York, États-Unis d'Amérique.



## La sécurité alimentaire et ses quatre dimensions

### ■ Disponibilités alimentaires: une nette amélioration, mais des progrès inégaux selon les régions et dans le temps

Les disponibilités alimentaires jouent un rôle prédominant dans la sécurité alimentaire. Procurer suffisamment d'aliments à une population donnée est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour faire en sorte que les individus aient un accès adéquat à la nourriture. Au cours des deux dernières décennies, les approvisionnements alimentaires ont augmenté plus vite que la population dans les pays en développement, ce qui a entraîné un accroissement des disponibilités alimentaires par personne. Les disponibilités énergétiques alimentaires ont également

progressé plus vite que les besoins énergétiques alimentaires moyens, ce qui s'est traduit par une meilleure adéquation des premières avec les seconds dans la plupart des régions en développement, exception faite de l'Asie de l'Ouest (tableau 2). L'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes (disponibilités énergétiques alimentaires en pourcentage des besoins énergétiques alimentaires moyens) a augmenté de près de 10 pour cent ces 20 dernières années dans l'ensemble des régions en développement, une progression qui correspond au recul de la sous-alimentation, d'environ 24 pour cent à 14 pour cent de la population totale entre 1990-1992 et 2011-2013.

La qualité des régimes alimentaires s'est également améliorée. Cette évolution se retrouve, par exemple, dans le

déclin de la part de l'énergie alimentaire provenant des céréales, des racines et des tubercules dans la plupart des régions depuis 1990-1992 (figure 8). Globalement, les régimes alimentaires des régions en développement ont connu diverses améliorations ces 20 dernières années. Ainsi, l'offre par habitant de fruits et légumes, de produits animaux et d'huiles végétales a augmenté respectivement de 90 pour cent, 70 pour cent et 32 pour cent depuis 1990-1992, entraînant une amélioration globale des régimes alimentaires, notamment une hausse de 20 pour cent des protéines disponibles par personne. Seules l'Afrique et l'Asie du Sud n'ont pas bénéficié pleinement de ces progrès, les régimes alimentaires de ces régions restant déséquilibrés et fortement dépendants des céréales, racines et tubercules. Les aliments disponibles proviennent non seulement de l'agriculture, mais aussi de la pêche, de l'aquaculture et de l'exploitation forestière. On estime qu'environ 15 à 20 pour cent de l'ensemble des protéines

animales consommées sont tirées des animaux aquatiques, lesquels ont une excellente valeur nutritive et complètent avantageusement les régimes carencés en vitamines et en minéraux essentiels. Les forêts fournissent un large éventail d'aliments hautement nutritifs sous la forme de feuilles, de graines, de noix, de miel, de fruits, de champignons, d'insectes et d'animaux sauvages. Au Burkina Faso, par exemple, les produits des arbres constituent une part importante des régimes alimentaires en milieu rural. Les rapports indiquent que 100 grammes d'un fruit du baobab fournissent respectivement 100 pour cent, 92 pour cent et 40 pour cent des apports journaliers recommandés en fer et potassium, en cuivre et en calcium. On estime que 2,4 milliards de personnes, soit environ un tiers de la population des régions en développement, sont tributaires du bois de feu pour cuire les aliments, stériliser l'eau et conserver la nourriture.

TABLEAU 2

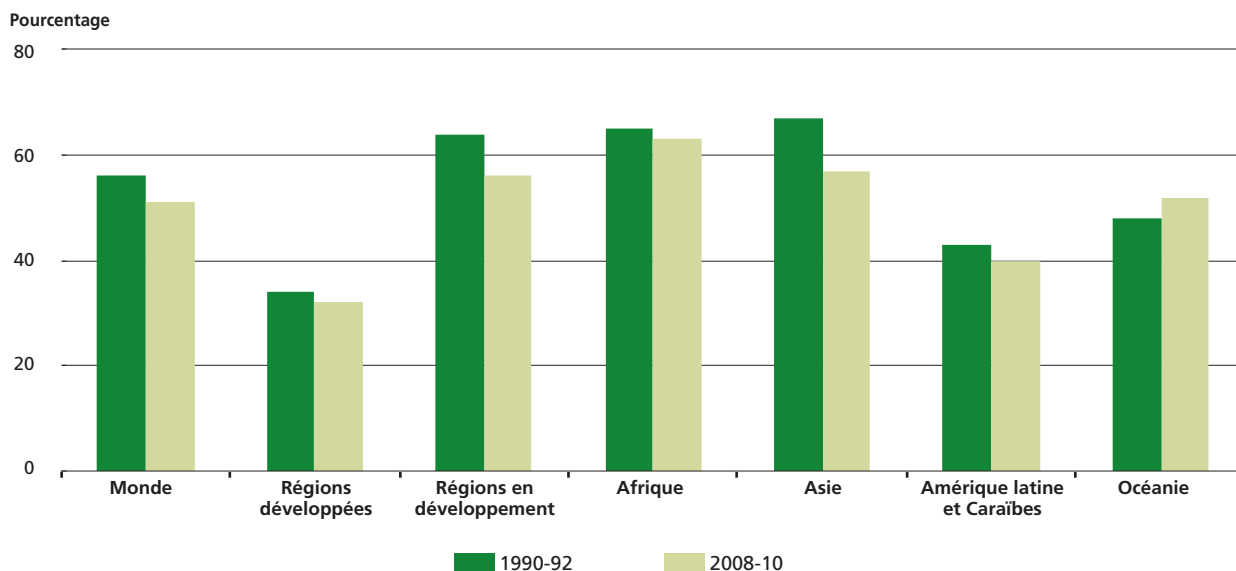
Adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes dans les pays en développement de 1990-1992 à 2011-2013

	1990-92	2000-02	2005-07	2008-10	2011-13*
	(Pourcentage)				
<b>Monde</b>	<b>114</b>	<b>117</b>	<b>119</b>	<b>120</b>	<b>122</b>
<b>Régions développées</b>	<b>131</b>	<b>134</b>	<b>136</b>	<b>135</b>	<b>135</b>
<b>Régions en développement</b>	<b>108</b>	<b>112</b>	<b>114</b>	<b>117</b>	<b>118</b>
<b>Pays les moins avancés</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>101</b>	<b>103</b>	<b>105</b>
<b>Pays en développement sans littoral</b>	<b>99</b>	<b>98</b>	<b>104</b>	<b>107</b>	<b>110</b>
<b>Petits États insulaires en développement</b>	<b>103</b>	<b>109</b>	<b>111</b>	<b>113</b>	<b>114</b>
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>97</b>	<b>96</b>	<b>101</b>	<b>102</b>	<b>105</b>
<b>Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)</b>	<b>107</b>	<b>107</b>	<b>110</b>	<b>112</b>	<b>114</b>
<b>Pays à faible revenu et à déficit vivrier</b>	<b>104</b>	<b>103</b>	<b>106</b>	<b>108</b>	<b>110</b>
<b>Afrique</b>	<b>108</b>	<b>110</b>	<b>113</b>	<b>115</b>	<b>117</b>
Afrique du Nord	138	139	139	141	144
Afrique subsaharienne	100	103	108	109	111
<b>Asie</b>	<b>107</b>	<b>111</b>	<b>113</b>	<b>116</b>	<b>117</b>
Caucase et Asie centrale		105	118	120	125
Asie de l'Est	107	118	119	124	124
Asie du Sud-Est	99	106	112	116	121
Asie du Sud	106	104	105	106	108
Asie de l'Ouest	142	135	135	134	134
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>117</b>	<b>121</b>	<b>124</b>	<b>125</b>	<b>127</b>
Caraïbes	101	109	110	112	114
Amérique latine	118	122	124	126	128
<b>Océanie</b>	<b>113</b>	<b>112</b>	<b>115</b>	<b>116</b>	<b>116</b>

Note: \* projections.  
Source: FAO.

FIGURE 8

La part des disponibilités énergétiques alimentaires fournie par les céréales, racines et tubercules a diminué dans la plupart des régions depuis 1990-1992, signe d'une amélioration de la qualité des régimes alimentaires



Source: FAO.

### ■ Accès à la nourriture: une nette amélioration, en phase avec la réduction de la pauvreté

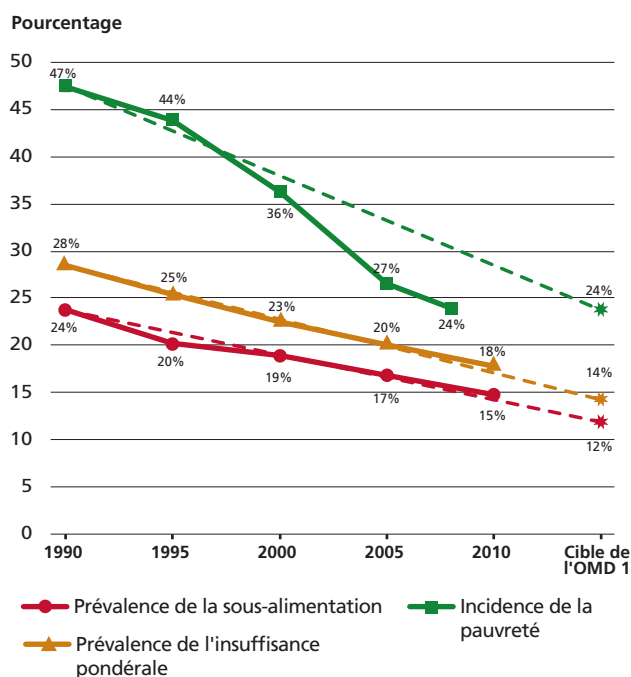
La capacité d'accéder à la nourriture repose sur deux piliers: l'accès économique et l'accès matériel. L'accès économique est déterminé par le revenu disponible, les prix des aliments ainsi que l'existence d'une aide sociale et la possibilité d'accéder à cette aide. L'accès matériel dépend de la présence d'infrastructures et de la qualité de celles-ci, notamment les ports, les routes, les voies ferrées, les équipements de communication ainsi que les entrepôts de produits alimentaires et autres installations facilitant le fonctionnement des marchés. Les revenus tirés de l'agriculture, des forêts, de la pêche et de l'aquaculture jouent un rôle primordial dans les résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire.

L'amélioration de l'accès économique à la nourriture peut trouver son expression dans la réduction des taux de pauvreté. La pauvreté et la sous-alimentation ont toutes deux reculé ces 20 dernières années, quoique à des rythmes différents. Entre 1990 et 2010, les taux de sous-alimentation sont descendus de 24 pour cent à 15 pour cent dans l'ensemble des régions en développement, tandis que les taux de pauvreté chutaient de 47 pour cent à 24 pour cent en 2008 (figure 9).

L'accès économique à la nourriture est aussi fonction des prix des aliments et du pouvoir d'achat de la population. L'indice national des prix des produits alimentaires, défini comme étant le rapport, en parité de pouvoir d'achat,

FIGURE 9

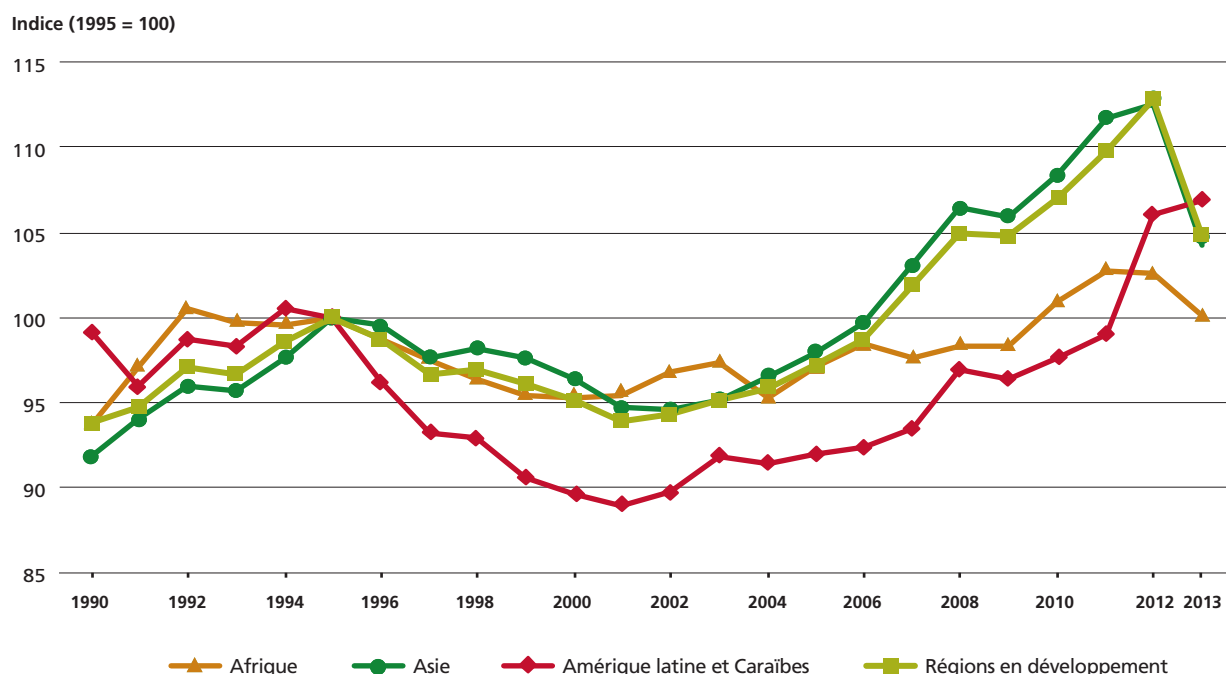
Ligne de visée des cibles de l'OMD 1 et progrès signalés par les principaux indicateurs dans l'ensemble des régions en développement



Source: FAO.

FIGURE 10

Évolution de l'indice national des prix des produits alimentaires dans certaines régions



Source: FAO.

entre le prix des produits alimentaires et celui de l'ensemble des biens de consommation, traduit le coût des produits alimentaires dans la consommation totale. Ce rapport est à la hausse depuis 2001, mais on estime qu'il a atteint un niveau correspondant aux tendances à plus long terme pour la plupart des régions (figure 10).

### ■ Utilisation des aliments: une amélioration marquée des facteurs de fond comme des résultats obtenus

L'utilisation des aliments comprend deux dimensions distinctes. La première est mesurée par des indicateurs anthropométriques sur lesquels la dénutrition a une incidence et qui sont largement disponibles pour les enfants de moins de 5 ans. Il s'agit de l'émaciation (enfants trop maigres par rapport à leur taille), du retard de croissance (enfants trop petits pour leur âge) et de l'insuffisance pondérale (enfants trop maigres pour leur âge). Les mesures effectuées sur les enfants de moins de 5 ans sont considérées comme des approximations fiables de l'état nutritionnel de l'ensemble de la population. La seconde dimension est appréhendée par divers facteurs de fond ou indicateurs de moyens qui rendent compte de la qualité des aliments, de la façon dont ceux-ci sont préparés, ainsi que des conditions de santé et d'hygiène, ce qui

permet d'établir avec quel degré d'efficacité les aliments disponibles peuvent être utilisés.

Les indicateurs de résultat de l'utilisation des aliments font apparaître les conséquences d'un apport alimentaire insuffisant et d'une mauvaise santé. L'émaciation, par exemple, est le résultat d'un apport alimentaire insuffisant sur une courte durée, d'une maladie ou d'une infection, alors que le retard de croissance est souvent causé par un apport alimentaire insuffisant sur une période prolongée, par des infections en série ou par des épisodes répétés de dénutrition aiguë.

Depuis 1990, les taux de prévalence du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans ont reculé dans toutes les régions en développement, preuve d'une meilleure nutrition due à l'amélioration de l'accès à la nourriture et des disponibilités alimentaires (figure 11). La figure 11 montre que, dans la plupart des régions, la réduction de la prévalence du retard de croissance a été légèrement plus faible que celle de l'insuffisance pondérale. Cependant, de nombreux pays d'Afrique enregistrent encore des taux de prévalence de 30 pour cent ou plus, niveau que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) considère comme élevé ou très élevé<sup>3</sup>. Les pays les plus touchés sont concentrés en Afrique de l'Est et dans le Sahel. Quelques pays d'Asie du Sud font également état de taux de retard de croissance allant jusqu'à 50 pour cent.

Les progrès réalisés dans les domaines de l'accès à la nourriture et des disponibilités alimentaires ne s'accompagnent pas toujours d'une amélioration de l'utilisation des aliments. Dans une certaine mesure, ce découplage tient à la nature de la malnutrition et aux indicateurs anthropométriques correspondants, lesquels rendent compte non seulement des effets de l'insécurité alimentaire, mais aussi des répercussions d'une mauvaise santé et de maladies telles que la diarrhée, le paludisme, le sida et la tuberculose. Le retard de croissance, en particulier, est un symptôme de dénutrition en grande partie irréversible, ce qui signifie que les améliorations n'apparaîtront qu'à l'issue d'une période prolongée.

L'insuffisance pondérale est une indication bien plus sensible et plus directe de l'utilisation des aliments, qui fait ressortir les améliorations plus rapidement que ne le fait le retard de croissance. Mais, là encore, les changements qui se produisent à l'échelle mondiale masquent des disparités régionales considérables. Une grande part du recul de la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans peut être attribuée aux améliorations constatées dans les pays asiatiques. Si la région Asie affiche encore la plus forte prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants d'âge préscolaire, elle a également enregistré l'amélioration la plus forte depuis 1990, son taux de prévalence étant passé de 33 pour cent en 1990 à 20 pour cent en 2010. Les progrès ont été beaucoup plus lents en Afrique, où le taux de prévalence a reculé de 23 pour cent à 18 pour cent sur la même période (figure 11).

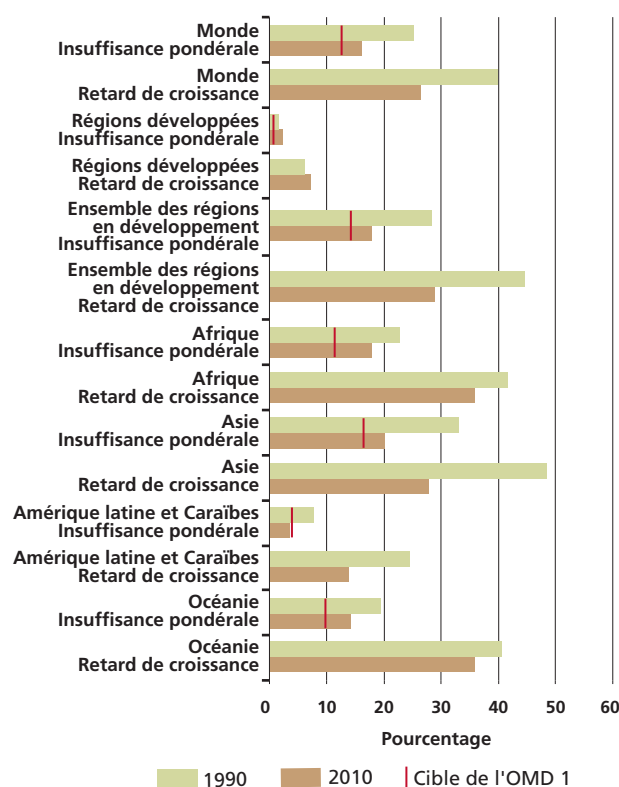
L'utilisation des aliments est également influencée par la façon dont les produits alimentaires sont manipulés, préparés et stockés. Être en bonne santé est une condition préalable pour que l'organisme absorbe les nutriments efficacement, et la sécurité sanitaire des aliments contribue à préserver l'état de santé. L'accès à une eau potable est crucial pour préparer des aliments propres et sains et maintenir un corps bien portant.

Les 20 dernières années ont vu des avancées capitales dans ce domaine. En 2010, la part de la population mondiale sans accès à l'eau potable était de 12 pour cent, contre 24 pour cent en 1990, si bien que la cible de l'OMD qui prévoit de réduire de moitié le pourcentage de la population n'ayant pas d'accès à un approvisionnement en

eau potable ni à des services d'assainissement de base, est déjà atteinte à l'échelle mondiale. Là encore, toutefois, les progrès ont été inégaux selon les régions, et ils ont été modestes en Afrique subsaharienne (figure 12). Les données les plus récentes disponibles semblent indiquer que seulement 61 pour cent de la population de l'Afrique subsaharienne a accès à une alimentation en eau améliorée, contre 90 pour cent en Afrique du Nord, en Amérique latine et dans la majeure partie de l'Asie. On constate des disparités similaires à l'intérieur des pays, en particulier entre zones urbaines et rurales.

FIGURE 11

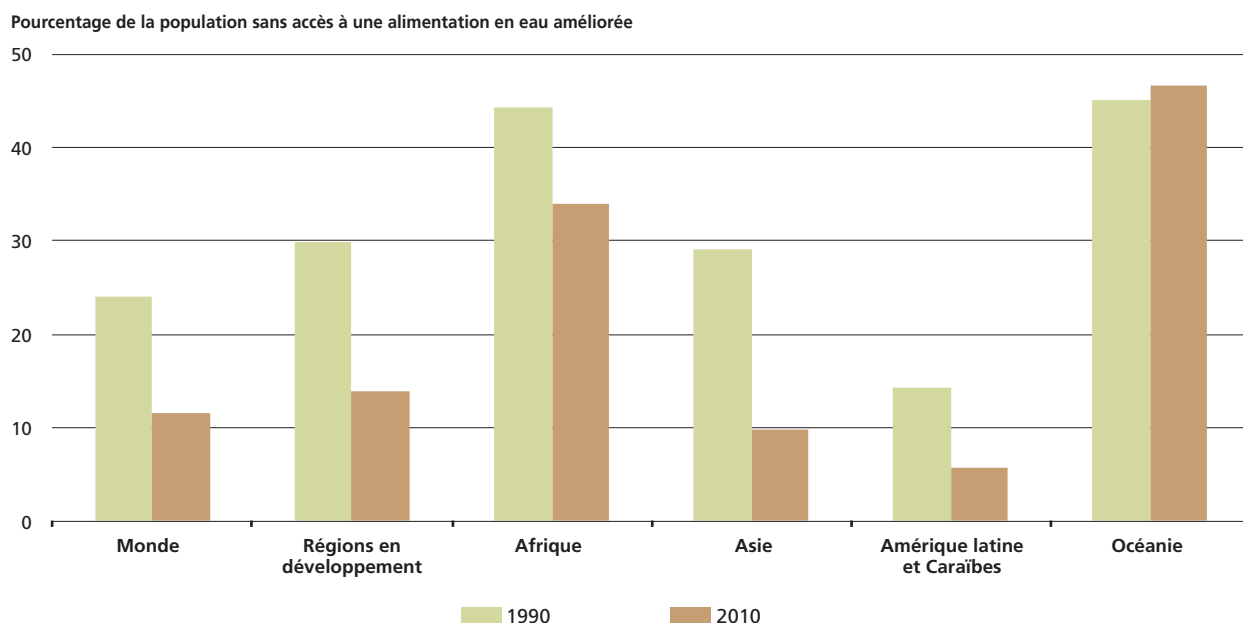
Prévalence du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans, par région



Source: Base de données mondiale conjointe sur la nutrition OMS-UNICEF, révision de 2011 (achevée en juillet 2012).

FIGURE 12

De vastes progrès ont été accomplis en matière d'accès à l'eau potable



Source: FAO.

### ■ Stabilité: l'exposition aux risques à court terme pourrait compromettre les progrès sur le long terme

Deux types d'indicateurs ont été retenus pour mesurer l'exposition aux risques et l'ampleur de ceux-ci. Les principaux indicateurs de l'exposition aux risques sont la superficie des zones équipées de systèmes d'irrigation, qui permet d'apprécier le degré d'exposition à des chocs climatiques tels que les sécheresses, et le rapport entre le montant des importations de produits alimentaires et le montant total des exportations de marchandises, qui indique dans quelle mesure les réserves de devises permettent de couvrir les importations de produits alimentaires. Un second groupe d'indicateurs rend compte des risques ou des chocs qui influent directement sur la sécurité alimentaire, notamment les fluctuations des prix des produits alimentaires et des intrants, de la production et de l'offre. Les indicateurs retenus comprennent diverses mesures de la stabilité, y compris un indicateur d'instabilité politique fourni par la Banque mondiale.

Faute de place, il n'est pas possible de procéder ici à un examen approfondi et exhaustif des mesures de la stabilité. Dans les sections qui suivent, nous nous concentrerons sur deux aspects importants de cette dimension, à savoir la stabilité de l'offre de produits alimentaires et celle des prix des aliments.

Les récentes vicissitudes des marchés internationaux des produits alimentaires ont placé la vulnérabilité à cette forme d'insécurité au premier plan du débat sur l'action publique en matière d'alimentation. Cependant, des données nouvellement disponibles sur l'évolution des prix à la consommation des produits alimentaires laissent penser que les variations de prix sur les marchés internationaux des produits de base ont peut-être eu moins d'effets sur les prix à la consommation que ce à quoi l'on s'attendait initialement (voir *Quel a été l'impact de l'instabilité des prix observée ces dernières années?*, page 13). Là où les flambées des prix mondiaux ont entraîné une forte instabilité des prix intérieurs, les producteurs d'aliments ont risqué de perdre les intrants et les biens d'équipement dans lesquels ils avaient investi. Le peu de moyens dont disposent les petits producteurs, notamment dans l'agriculture, pour faire face aux importantes fluctuations des prix des intrants et des extrants rend ces acteurs peu enclins à prendre des risques, freine leur propension à adopter de nouvelles techniques et à procéder aux investissements nécessaires et aboutit *in fine* à un ralentissement général de la production.

Parallèlement aux fluctuations des prix, les disponibilités alimentaires ont connu des variations plus prononcées qu'à l'accoutumée ces dernières années. Cependant, les données recueillies montrent également que la variabilité de la production est inférieure à celle des prix, et que la consommation varie moins que la production et les prix.



Parmi les grandes régions, ce sont l’Afrique et l’Amérique latine et les Caraïbes qui ont enregistré la fluctuation la plus forte de l’offre de produits alimentaires depuis 1990, tandis que la variabilité était moindre en Asie. Quant à la production vivrière par habitant, c’est en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes qu’elle a été la plus irrégulière (figure 13).

La dimension de la sécurité alimentaire relative à la vulnérabilité prend de plus en plus d’importance en cette période de changement climatique. Ces dernières années, le nombre de phénomènes extrêmes tels que les sécheresses, inondations et ouragans a augmenté, tout comme l’imprévisibilité des conditions météorologiques, ce qui a conduit à des pertes de production substantielles et à une baisse des revenus dans les zones vulnérables. La fluctuation des conditions météorologiques a contribué à l’augmentation du niveau et de la variabilité des prix des produits alimentaires. Les petits exploitants, les éleveurs pastoraux et les consommateurs pauvres ont été particulièrement touchés par ces mouvements soudains.

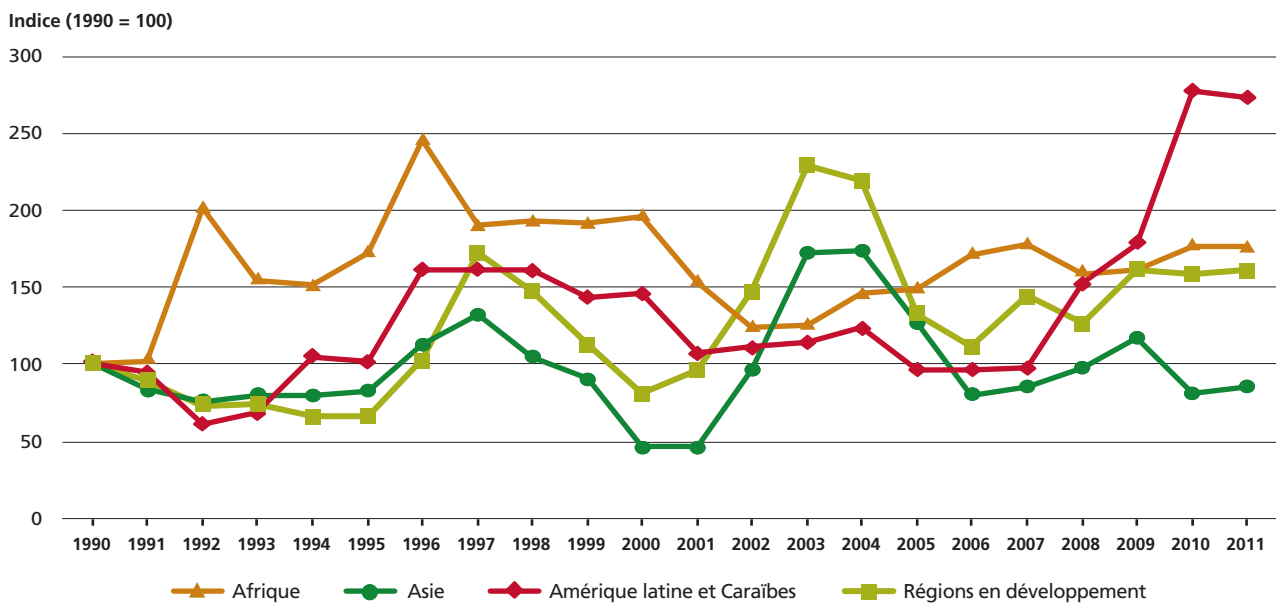
Le changement climatique pourrait jouer un rôle encore plus important dans les décennies à venir. L’atténuation de ses effets et la préservation des ressources naturelles seront

des objectifs majeurs, surtout dans le cadre de la gestion des terres, de l’eau, des éléments fertilisants et des ressources génétiques. L’amélioration de la gestion des ressources naturelles devrait viser principalement à réduire la variabilité de la production agricole et à renforcer la résilience face aux chocs et au changement climatique à long terme.

Le besoin pressant d’améliorer cette gestion se fait sentir bien au-delà de l’agriculture. Les forêts et les arbres hors forêt participent grandement à la protection des ressources pédologiques et hydriques. Ils favorisent la fertilité des sols, régulent le climat et procurent un habitat aux pollinisateurs sauvages et aux prédateurs des organismes nuisibles. Ils peuvent aider à stabiliser la production agricole et offrir une protection contre les phénomènes météorologiques extrêmes. D’après l’*Évaluation des ressources forestières mondiales 2010* de la FAO<sup>4</sup>, 8 pour cent des forêts dans le monde (330 millions d’hectares) sont gérées spécifiquement dans un souci de conservation du sol et de l’eau. Non seulement les forêts et les arbres hors forêt offrent régulièrement un large éventail d’aliments nutritifs, mais ils aident aussi à préserver l’accès à la nourriture en fournissant des aliments d’appoint en cas de mauvaises récoltes, de calamités naturelles ou de difficultés économiques.

FIGURE 13

La production alimentaire a fortement fluctué dans les régions en développement depuis 1990, avec d’importantes disparités régionales



Note: La variabilité de l'indice de la production vivrière au cours de l'année t est donnée par l'écart-type calculé à partir de la tendance des cinq années précédentes. Il s'agit d'une tendance polynomiale d'ordre 3 sur la période allant de 1985 à 2011.  
Source: FAO.



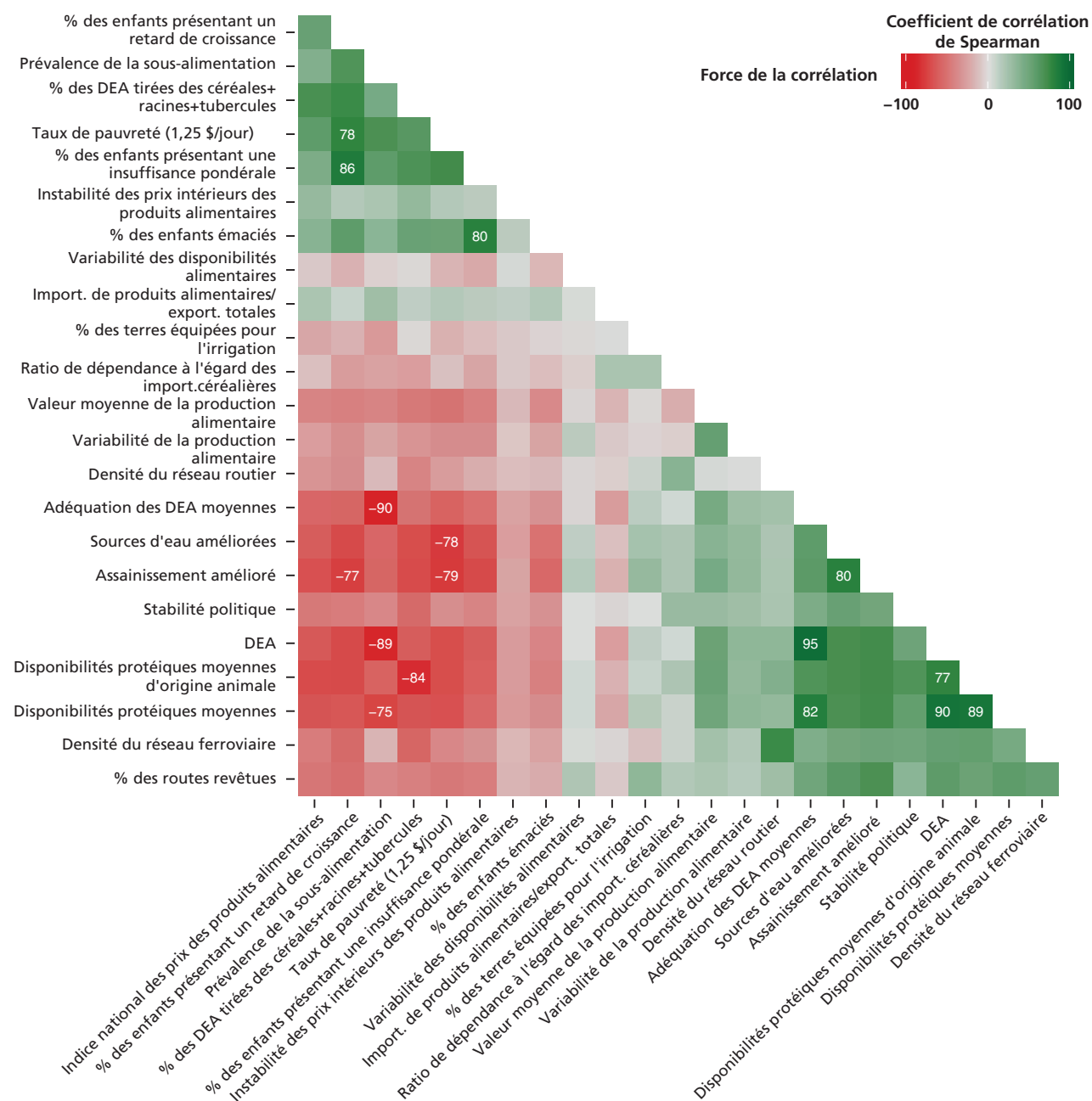
## Mise en évidence des liens entre indicateurs

À la section suivante, intitulée *Dimensions de la sécurité alimentaire à l'échelon national* (pages 32 à 46), nous examinerons de manière plus approfondie la relation

existant entre les différents indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire. Nous adopterons comme point de départ la matrice des corrélations entre les indicateurs (figure 14)<sup>5</sup>,

FIGURE 14

Matrice de corrélation des principaux indicateurs de la sécurité alimentaire dans l'ensemble des régions en développement



puis nous analyserons les principales associations et divergences entre les indicateurs à l'échelon des pays. Par exemple, la concomitance de taux élevés pour les disponibilités alimentaires et faibles pour l'utilisation des aliments amènent à se demander ce qui empêche d'utiliser efficacement la nourriture disponible. De la même façon, des taux de sous-alimentation élevés en présence de taux de pauvreté faibles posent la question de savoir pourquoi les personnes démunies ne parviennent pas à accéder à la nourriture. Ces divergences peuvent également révéler des problèmes dans la mesure de la sécurité alimentaire. Dans tous les cas, elles doivent être prises en compte dans la formulation d'un programme de recherche sur les causes et les conséquences de l'insécurité alimentaire ou sur les problèmes de mesure connexes.

Tous les diagrammes de dispersion présentés dans cette section portent sur les six pays (Bangladesh, Ghana, Népal, Nicaragua, Ouganda et Tadjikistan) décrits dans les études de cas détaillées exposées à la section suivante (*Dimensions de la sécurité alimentaire à l'échelon national*, pages 32 à 46). Ces pays ont été choisis pour diverses raisons, notamment parce qu'ils s'écartaient des corrélations généralement observées entre deux indicateurs de la sécurité alimentaire.

### ■ Q1: L'amélioration de l'accès à la nourriture s'accompagne-t-elle d'une meilleure utilisation des aliments?

Dans de nombreux pays, c'est le cas. Un bas niveau d'apport énergétique alimentaire, mis en évidence par une forte prévalence de la sous-alimentation, est habituellement associé à des taux élevés d'autres formes de malnutrition. Une réduction de la sous-alimentation s'accompagne le plus souvent d'une amélioration de l'état nutritionnel général de la population (figure 15), bien que la corrélation soit assez faible ( $R^2 = 28$  pour cent seulement).

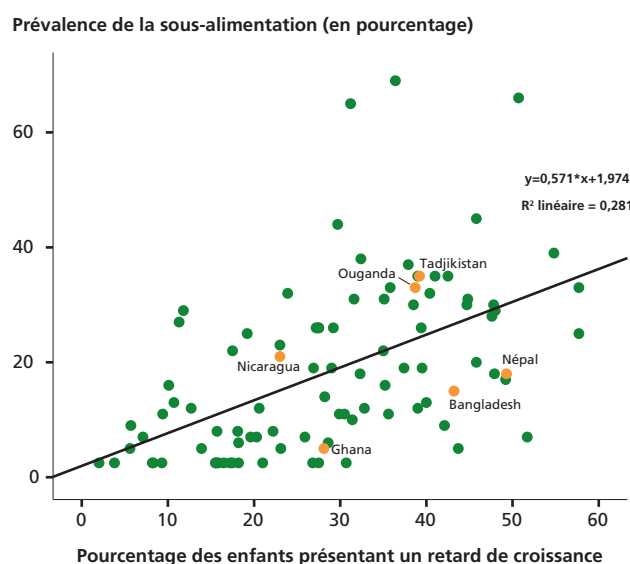
La faible valeur de  $R^2$  indique qu'il existe de fréquentes exceptions à la règle sous-alimentation faible / retard de croissance faible, comme le montre la position excentrée de nombreux pays d'Afrique du Nord, d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne. L'un de ces pays, en Afrique subsaharienne, est le Ghana, où la prévalence de la sous-alimentation était inférieure à 5 pour cent en 2011-2013, alors que plus de 29 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance d'après les rapports. Une situation similaire se dessine au Népal. Le Mali est un cas extrême: bien que la prévalence de la sous-alimentation y ait été estimée à 7 pour cent en 2011-2013, 38 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance. Même chose au Viet Nam, qui enregistrait une prévalence de la sous-alimentation de 8 pour cent en 2011-2013, mais où plus de 32 pour cent des enfants de moins de 5 ans accusaient un retard de croissance.

Ces cas où, malgré une sous-alimentation relativement faible, la malnutrition demeure élevée peuvent nécessiter des

mesures et des programmes associés visant à faciliter l'accès à une nourriture saine et nutritive, à favoriser la diversité alimentaire, à améliorer la sécurité sanitaire des aliments et à promouvoir l'hygiène. Le retard de croissance, en particulier, pourrait résulter d'épisodes répétés de dépérissement s'étant produits dans un passé suffisamment récent pour que les effets en soient encore visibles en dépit d'une amélioration généralisée de la sécurité alimentaire. Ces conditions surviennent parfois dans les pays où la sous-alimentation a reculé notablement en un court laps de temps.

FIGURE 15

La relation entre la prévalence de la sous-alimentation et le pourcentage des enfants d'âge préscolaire présentant un retard de croissance est faible



Sources: FAO et OMS.

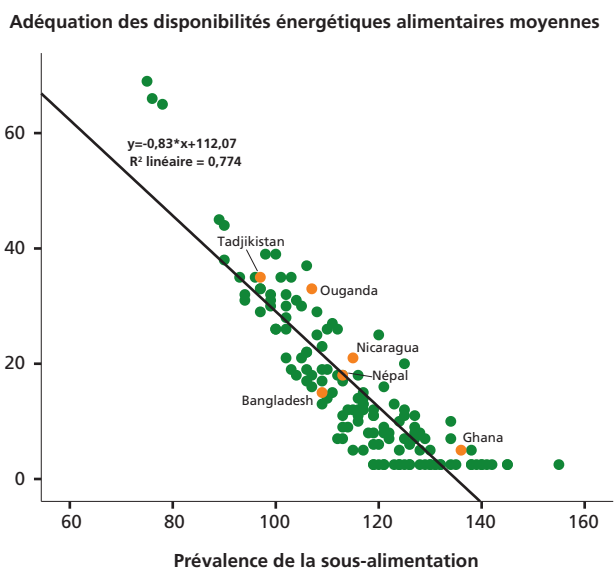
### ■ Q2: Des disponibilités alimentaires élevées impliquent-elles une diminution de la sous-alimentation?

Dans l'ensemble, les pays où les disponibilités alimentaires sont généralement supérieures à la quantité de nourriture nécessaire à la population affichent aussi de bas niveaux de sous-alimentation et de dénutrition. Ainsi, la corrélation est évidente lorsque la prévalence de la sous-alimentation est rapportée à l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes (figure 16), et se confirme dans les analyses par pays détaillées présentées à la section suivante.

Le lien entre les disponibilités alimentaires (mesurées d'après l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes) et la prévalence de la sous-alimentation tient en

FIGURE 16

L'adéquation des disponibilités alimentaires et la prévalence de la sous-alimentation sont étroitement liées



Source: FAO.

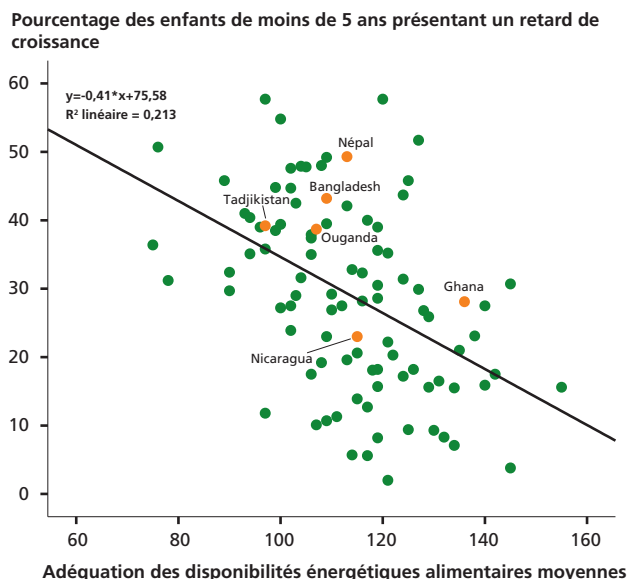
partie à la façon dont les indicateurs sont élaborés. L'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes exprime les disponibilités énergétiques alimentaires en pourcentage des besoins énergétiques alimentaires moyens, ce qui veut dire que cet indicateur saisit des éléments utilisés pour mesurer la sous-alimentation. Les divergences restantes correspondent aux différences d'accès (mesures de répartition incluses dans l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation) et au fait que la prévalence de la sous-alimentation est fondée sur les besoins énergétiques alimentaires minimaux.

**Q3: Des disponibilités alimentaires élevées impliquent-elles une meilleure utilisation des aliments?**

Dans de nombreux pays, on constate des similitudes lorsque l'on compare les indicateurs relatifs à l'utilisation des aliments, tels que le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance, aux indicateurs décrivant les disponibilités alimentaires, tels que l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes (figure 17). C'est le cas dans la plupart des pays examinés à la section suivante, surtout au Bangladesh, au Ghana et au Népal, mais c'est aussi vrai dans plusieurs autres pays africains, dont le Bénin, la Guinée-Bissau, le Mali et le Niger, qui ont tous des taux de retard de croissance élevés pouvant atteindre 50 pour cent. Dans ces cas, l'abondance des disponibilités alimentaires ne s'est pas traduite par une utilisation plus efficace des aliments ni par une amélioration de la nutrition, ce qui laisse penser que

FIGURE 17

La relation entre l'adéquation des disponibilités alimentaires et le retard de croissance est faible



Sources: FAO et OMS.

des politiques susceptibles d'influer sur ces aspects de la sécurité alimentaire pourraient procurer d'importants avantages. Selon le contexte local, il pourrait s'agir de politiques visant à améliorer la nutrition, d'un encouragement à diversifier l'alimentation ou de programmes de complémentation alimentaire.

Les données recueillies par pays montrent qu'un régime alimentaire de piètre qualité s'accompagne souvent de mauvais résultats sur le plan de l'utilisation des aliments, en particulier d'un taux de retard de croissance élevé (figure 18). Cette constatation est confirmée par l'analyse plus approfondie présentée dans les études de cas exposées plus loin dans ce rapport. L'Ouganda y fait exception toutefois, car les régimes alimentaires y sont traditionnellement variés, et les apports énergétiques proviennent d'aliments autres que les céréales, racines et tubercules, notamment du *matooke*, un type de banane.

Le Burundi et le Pakistan constituent également des exceptions, puisque les calories tirées des produits de base y représentent moins de 50 pour cent des disponibilités énergétiques alimentaires, alors que la prévalence du retard de croissance est élevée: 58 pour cent au Burundi et 43 pour cent au Pakistan. Au Pakistan, les segments les plus pauvres de la population n'ont pas accès à des aliments équilibrés, et sont fortement tributaires d'un petit nombre de produits de base riches en glucides. Des mesures peuvent donc s'avérer nécessaires pour renforcer les filets de sécurité et permettre aux populations pauvres d'accéder à une nourriture plus variée et plus nutritive. Il convient en outre d'investir dans les services d'éducation et de santé. Il peut aussi être important

de promouvoir des pratiques optimales d'allaitement maternel et de procurer des aliments enrichis. Au Burundi, toutefois, la quantité globale d'aliments disponibles est insuffisante, et même le fait de la répartir de manière équitable risque de ne pas suffire pour éviter des résultats anthropométriques négatifs, telles qu'une forte prévalence du retard de croissance. Dans ce contexte, les politiques à envisager sont notamment celles qui visent à privilégier l'augmentation des disponibilités alimentaires au moyen d'un accroissement de la production et, le cas échéant, d'importations.

**■ Q4: La diminution de la pauvreté implique-t-elle toujours une diminution de la faim?**

La pauvreté compte pour beaucoup dans la dimension de la sécurité alimentaire relative à l'accès à la nourriture. L'extrême pauvreté, mesurée à la proportion de personnes vivant avec 1,25 dollars ou moins par jour, a considérablement reculé depuis 1990, quoique de manière inégale selon les régions et les pays<sup>6</sup>. En 1990, la proportion de personnes vivant dans la pauvreté absolue atteignait 48 pour cent dans les régions en développement. C'est en Chine et dans d'autres pays d'Asie de l'Est que la baisse a été la plus marquée, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud arrivant en queue de peloton, avec un recul beaucoup moins important. Globalement, les estimations préliminaires font

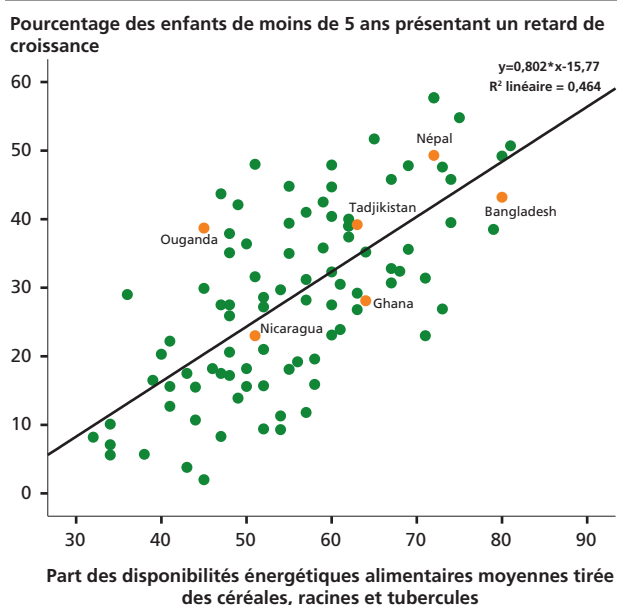
apparaître que le monde en développement a atteint en 2008 la cible de l'OMD qui prévoyait de réduire de moitié la proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté, puisque 24 pour cent de la population des pays concernés vivait avec 1,25 dollars ou moins par jour cette année-là.

Plus les niveaux de pauvreté sont élevés, plus forte est la prévalence de la sous-alimentation (figure 19), bien qu'il n'existe pas de correspondance biunivoque entre la faim et l'extrême pauvreté. Un faible niveau d'extrême pauvreté, par exemple, n'implique pas nécessairement un bas niveau de sous-alimentation, comme l'illustre le cas du Tadjikistan. Le pays se caractérise par une productivité agricole peu élevée et, dans le même temps, les produits alimentaires semblent représenter, pour des pans entiers de la population, une part prépondérante des dépenses consacrées aux biens essentiels. Dans ces circonstances, il est possible d'obtenir des gains rapides dans la lutte contre la pauvreté et la faim en améliorant la productivité et l'efficacité des systèmes de distribution des produits alimentaires ainsi que leur capacité à fournir une nourriture saine et nutritive en quantité suffisante et à laquelle les consommateurs peuvent accéder.

Dans d'autres pays, les hauts niveaux d'extrême pauvreté sont associés à de faibles niveaux d'utilisation des aliments, qui résultent de facteurs tels que le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Entre autres exemples, on citera le Bangladesh et le Ghana, qui comptent parmi les pays examinés à la section suivante, auxquels on peut

FIGURE 18

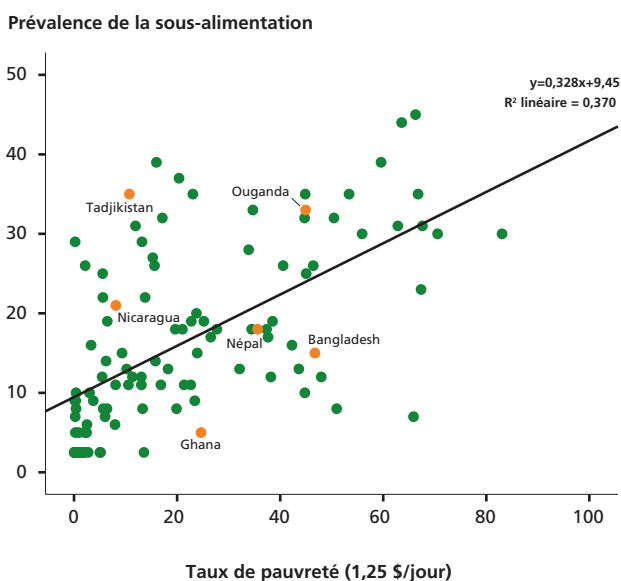
Une augmentation de la part des féculents dans le régime alimentaire peut entraîner une augmentation du retard de croissance



Sources: FAO et OMS.

FIGURE 19

Les taux de sous-alimentation et de pauvreté sont généralement corrélés à l'échelon national, avec certaines exceptions toutefois



Sources: FAO et Banque mondiale.

notamment ajouter Haïti, le Libéria, le Mozambique et le Tchad. Dans les pays où la prévalence de la sous-alimentation est relativement faible, une grande proportion de la population s'approche du niveau de revenu à partir duquel la demande de sécurité sanitaire des aliments et d'hygiène commence à croître plus rapidement que la demande de calories de base supplémentaires.

Il existe aussi des pays présentant un haut niveau d'extrême pauvreté et un niveau relativement faible de sous-alimentation, comme, par exemple, le Népal, le Swaziland et le Viet Nam. Ce cas est plus fréquent que celui dans lequel l'insécurité alimentaire touche davantage de personnes que la pauvreté. Dans les pays en question, les causes profondes de la pauvreté sont moins directement liées aux systèmes de production et de distribution vivrières, mais dépendent plus vraisemblablement d'autres activités économiques. En conséquence, les stratégies de réduction de la pauvreté doivent parfois cibler des points d'entrée autres que l'alimentation et l'agriculture.

Lorsque l'insécurité alimentaire est plus répandue, sa corrélation avec la pauvreté s'affaiblit, et ce pour diverses raisons. Les consommateurs relativement mieux lotis peuvent, par exemple, utiliser une partie de leur revenu supplémentaire à l'achat d'articles non alimentaires, tels que des téléphones portables (un outil de communication de plus en plus indispensable), ou se tourner vers des denrées plus onéreuses, passant du manioc au riz ou des céréales à des produits animaux, par exemple. Une partie de ces changements peuvent donc être sans effet pour augmenter l'apport énergétique ou améliorer la nutrition.

Enfin, un examen attentif des statistiques nationales disponibles laisse également entrevoir de possibles problèmes de mesure de la sécurité alimentaire. Au Nicaragua, par exemple, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté était estimée à 12 pour cent en 2005, tandis que 25,5 pour cent des personnes étaient chroniquement sous-alimentées en 2005-2007. Il y a des raisons de penser que cette disparité découle d'une particularité dans la distribution des personnes proches du seuil d'extrême pauvreté (1,25 dollars par jour) et dans leur apport énergétique. Pour beaucoup de gens, une faible quantité d'argent peut aider à échapper à l'extrême pauvreté, mais pas à la faim. Ainsi, en 2005, les Nicaraguayens en situation d'extrême pauvreté vivaient avec un peu plus de 9 cordobas par jour, l'équivalent de 1,25 dollars, ce qui ne permettait d'acheter en moyenne que 1 459 kcal, à comparer avec les besoins énergétiques alimentaires minimaux établis par la FAO à 1 819 kcal par jour. Or un grand nombre de personnes se trouvaient juste au-dessus du seuil d'extrême pauvreté puisque 32 pour cent environ de la population du Nicaragua vivait avec 14,6 cordobas (2 dollars) ou moins par jour en 2005, ce qui fait que quelque 20 pour cent de la population se situait entre les seuils d'extrême pauvreté et de pauvreté. En 2005, 14,6 cordobas permettaient d'acheter en moyenne 1 792 kcal, un chiffre toujours inférieur aux 1 819 kcal/jour nécessaires pour assurer une activité physique légère et maintenir un poids minimum acceptable.



## Messages clés

- La sécurité alimentaire est une question complexe. Il est plus facile d'en comprendre les dimensions – disponibilités, accès, utilisation et stabilité – lorsque celles-ci sont présentées sous la forme d'un ensemble d'indicateurs.
- Ces 20 dernières années, les disponibilités alimentaires des régions en développement ont augmenté plus vite que les besoins énergétiques alimentaires moyens, tandis que la qualité des régimes alimentaires s'améliorait. L'amélioration de l'accès économique à la nourriture trouve son expression dans l'évolution des taux de pauvreté, qui ont reculé en même temps que la sous-alimentation au cours de cette période, quoique à des rythmes différents. Les récentes vicissitudes des marchés internationaux de produits alimentaires ont placé la vulnérabilité au premier plan du débat sur l'insécurité alimentaire. Les répercussions de la variabilité et des flambées des prix ont peut-être été moins prononcées que ce à quoi l'on s'attendait initialement, bien que les producteurs d'aliments aient eu à faire face à des risques importants.
- De façon générale, la faim est répandue dans les pays qui connaissent de forts taux de pauvreté. Elle tend aussi à être plus grave que la pauvreté, surtout lorsque les niveaux de l'une et l'autre sont élevés. L'alimentation étant l'un des besoins fondamentaux les plus sensibles à l'évolution des revenus, le fait d'augmenter ceux-ci et de fournir des filets de protection sociale fait reculer la faim. Lorsque la sous-alimentation est moins répandue que la pauvreté, les interventions à mener sont celles qui améliorent l'utilisation des aliments.
- De grandes disponibilités alimentaires ne permettent pas nécessairement un meilleur accès à la nourriture ni une meilleure utilisation des aliments. Lorsque l'accès et l'utilisation sont médiocres malgré des disponibilités alimentaires suffisantes, il faut privilégier la protection sociale ainsi que l'amélioration des programmes de distribution de vivres et de supplémentation alimentaire.
- La sous-alimentation et la dénutrition peuvent coexister. Dans certains pays, toutefois, le taux de dénutrition, mesuré d'après la proportion d'enfants accusant un retard de croissance, est considérablement plus élevé que la prévalence de la sous-alimentation, laquelle est déterminée par l'inadéquation des disponibilités énergétiques alimentaires. Dans ces pays, il est essentiel d'agir en faveur d'une meilleure nutrition si l'on veut améliorer les aspects nutritionnels de la sécurité alimentaire. Il faut mettre en place un ensemble d'interventions axées sur la sécurité alimentaire et sur l'amélioration de la nutrition dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'hygiène, de l'alimentation en eau et de l'éducation, en ciblant tout particulièrement les femmes.